

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE LE PRÉVOIT

La production de gaz devrait doubler d'ici dix ans

La production de gaz devrait doubler d'ici 10 ans, selon le ministre de l'Energie. Youcef Yousfi fait état de la découverte de 550 millions de tonnes équivalent pétrole de réserves d'hydrocarbures en 2013.

Chérif Bennaceur –Alger (Le Soir) - «Nous sommes en train d'œuvrer à (faire) doubler la production de gaz d'ici les dix prochaines années», a déclaré, jeudi, Youcef Yousfi, sur les ondes de Radio Algérie Internationale. Certes, le ministre de l'Energie a

reconnu que la baisse de l'activité économique dans certains pays clients, européens notamment, a impacté sur l'exportation de gaz naturel algérien qui a diminué. Toutefois, il considère que cette diminution est «momentanée» et l'accroissement de la production se poursuivra. Youcef Yousfi arguera en ce sens de l'entrée en production de nouveaux gisements, tout en rappelant que les réserves gazières restent très significatives.

La production de pétrole devrait également augmenter d'au moins 50% durant les prochaines années, prévoit le ministre de l'Energie qui relève la mise en service de nouveaux gisements. Il reconnaît, certes, que la production actuelle « stagne » à 1,2 million de barils/jour (soit 3% de la production actuelle de l'OPEP). Comme il estime que la baisse de la production est justifiée parfois par des «raisons techniques».

Voire, «nous avons pris des retards dans la mise en production de gisements découverts» depuis quelques années, indique-t-il. Néanmoins, l'Algérie devra poursuivre la production et l'exportation des hydrocarbures, une nécessité pour «accélérer» le développement socioéconomique du pays selon M. Yousfi.

L'opportunité pour le ministre de l'Energie d'évoquer des «résultats très satisfaisants» grâce à l'intensification effective de l'exploration. Selon M. Yousfi, l'année 2013 a été «une année très positive», marquée par l'augmentation des surfaces d'exploration, l'augmentation des puits forés à hauteur des deux tiers par rapport aux années précédentes.

En outre, l'exploration a concerné des bassins «nouveaux», indique-t-il, en évoquant la prise de risques techniques et des forages «plus profonds» (jusqu'à 5000 mètres) et sous des gisements déjà existants, ainsi que le lancement des opérations d'exploration en offshore. Ainsi, il indique la découverte, l'année dernière, de «pas moins 550 millions de

tonnes équivalent pétrole de réserves d'hydrocarbures en place. Nous allons voir ce qu'on pourrait en extraire», précise le ministre qui ajoutera que sur les 32 découvertes effectuées en 2013, 29 l'ont été par Sonatrach en efforts propres. «Nous avons compensé ce que nous avons produit auparavant, mais surtout nous avons pu augmenter les réserves nationales d'hydrocarbures conventionnels», relève-t-il.

D'immenses réserves d'hydrocarbures non conventionnels

Quant aux hydrocarbures non conventionnels (notamment les gaz et pétrole de schiste), l'évaluation des ressources a été déjà finalisée et indique des réserves très considérables et récupérables techniquement, indique Youcef Yousfi. Ainsi, les réserves prouvées sont estimées entre 25 000 et 30 000 milliards de mètres cubes pour le gaz et entre 6 et 10 milliards de barils pour le pétrole. Des actions à titre «pilote» ont déjà commencé, selon le

ministre de l'Energie qui indique par ailleurs que Sonatrach a entamé des discussions avec des partenaires étrangers pour lancer dès 2014 l'exploitation de ces immenses ressources.

Le quatrième appel d'offres lancé prochainement

Ce faisant, la recherche et l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels est déjà ouverte à la concurrence internationale. Ainsi, le quatrième appel d'offres (le premier post-amendement de la loi des hydrocarbures en janvier 2013) devrait être lancé prochainement, indique le ministre de l'Energie. «Le dossier est bien avancé et l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures est en train de finaliser les détails techniques. D'ici quelques semaines, j'espère qu'on pourra le lancer», dira M. Yousfi.

C. B.

EXPLOITATION  
DU CHARBON

Vers la relance  
de la mine  
de Kenadsa

L'exploitation du charbon sera relancée au niveau de la mine de Kenadsa (Béchar). La réexploitation de cette mine est à l'étude selon le ministre de l'Energie qui abordait le développement du secteur minier. Revenant sur le projet de loi sur les mines, en voie d'adoption parlementaire et visant à «redynamiser» le secteur, Youcef Yousfi a indiqué par ailleurs que la valorisation du minerai de diamant est également escomptée dans le cadre du partenariat. Toutefois, le développement de ce minerai obéira, si le projet de loi est agréé, à la règle 49/51 régissant l'investissement étranger (un actionnariat national majoritaire).

C. B.

DÉVELOPPEMENT DU NUCLÉAIRE

L'Algérie disposera d'une petite centrale vers 2030

L'Algérie disposera de sa première centrale nucléaire d'ici 2025 à 2030, indique le ministre de l'Energie. Une centrale de «petite taille», précise Youcef Yousfi qui mettra en avant la nécessité de valoriser les disponibilités en uranium, de bien former les ingénieurs et techniciens (grâce à l'Institut algérien de génie nucléaire, récemment lancé) et de «commencer petit». Mais aussi la nécessité de développer le nucléaire en vue de répondre sur le long terme aux

besoins énergétiques croissants, bien prendre en compte les risques sismiques, environnementaux ainsi que la disponibilité de l'eau. Notons que le projet d'une centrale nucléaire a été lancé voilà six ans. En outre, les réserves prouvées de l'Algérie en uranium, quelque 29 000 tonnes suffisent seulement au fonctionnement de deux centrales nucléaires d'une capacité de 1000 MW chacune pour une durée de 60 ans.

C. B.

REVENDEICATIONS DU PERSONNEL DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Le ministre de la Santé dit oui

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf a rencontré, mercredi dernier, l'Union nationale du personnel de la santé publique, affiliée au Snapap. Résultat : le ministre a donné son accord pour satisfaire les principales revendications exposées par le syndicat.

Le ministre de la Santé tente visiblement de calmer le front social. La preuve, il n'a pas déçu, mercredi, lors de sa réunion avec l'Union nationale du personnel de la santé publique. Le

syndicat affilié au Snapap a, ainsi, annoncé dans un communiqué rendu public, que le ministre de la Santé a répondu favorablement à plusieurs points soulevés dans la plateforme de revendications du personnel.

Le ministre de tutelle a donné son feu vert pour le versement des arriérés de salaires des primes et indemnités pour l'ensemble des travailleurs de la santé publique et le versement des salaires en retard pour l'ensemble des corps du secteur de la santé. Boudiaf a égale-

ment donné des instructions pour la promotion définitive des 16 000 infirmiers brevetés au grade de paramédicaux diplômés d'Etat et l'intégration des 24 500 agents vacataires et contractuels.

Sur un autre volet, souligne le syndicat, il a décidé du règlement du dossier de l'intégration des 62 travailleurs contractuels dans leur postes d'emploi dans les établissements de santé de proximité dans la wilaya de Béchar.

S. A.

CONFLIT AU SNAPAP

Benmeradi dit s'en remettre à la «seule» justice

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale justifie sa seule reconnaissance de l'aile Felfoul du Snapap (Syndicat national du personnel de l'administration publique) par sa seule et unique référence de la justice dont on attend la décision finale.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Mohamed Benmeradi, qui répondait ce jeudi à une interpellation d'un député, à l'occasion d'une séance de questions orales de parlementaires à l'endroit de membres de l'Exécutif, à propos de l'existence de deux ailes au sein de cette entité syndicale, a, en effet, fait part de l'impartialité de son département vis-à-vis des conflits internes des syndicats et ce, a-t-il précisé, «jusqu'à la prononciation des décisions finales de la justice» qui «doivent être respectées par tous». Un conflit qui n'est pas propre au Snapap tant

sont nombreux les syndicats à se retrouver dans le même cas comme l'UGCAA, rappelant la décision de la Cour suprême du 3 décembre 2006 confirmant celles du tribunal de première instance d'El-Harrach du 13 juin 2005 et de la cour d'Alger du 6 février 2006 enjoignant Rachid Malaoui à quitter le bureau du syndicat au profit de Salah Felfoul.

«Et en vertu de ces décisions de justice, Belkacem Felfoul a continué, conformément à la loi et aux statuts du Snapap, à renouveler les instances chargées de la gestion du syndicat, lors des

congrès tenus en 2004 et 2010, durant lesquels il a été réélu à la tête du Snapap», a poursuivi le ministre, faisant remarquer, au passage, que le Bureau international du travail (BIT) qui a reconnu l'autre aile dudit syndicat menée par Rachid Malaoui de cette partie, «n'a pas la prérogative de reconnaître ou pas une partie ou une autre, mais reste dans ces cas neutre, jusqu'à la finalisation des procédures judiciaires actionnées par les parties en conflit».

Pour sa part, le ministre du Commerce est revenu, encore une fois, sur le processus de négociation mené par l'Algérie en vue de son adhésion à l'OMC. Mustapha Benbada parle de 1 933 questions se rapportant dans leur majorité aux informations relatives aux lois et réglementations commerciales

en vigueur, ainsi qu'aux explications concernant le commerce extérieur algérien en général auxquelles le pays a eu à répondre.

Aussi, Benbada a tenu à «tranquilliser» le député du PT qui l'interrogeait à ce sujet, excluant tout traitement d'avec l'Etat sioniste dans le cadre de cette adhésion à l'OMC. Se fiant à l'article 13 de l'accord de Marrakech instituant l'OMC, le ministre a dit que «l'Algérie n'est point dans l'obligation de traiter avec l'entité sioniste ni avec un pays avec lequel elle ne désire pas entretenir des relations». Le ministre du commerce a jugé utile de rappeler que «le principe de non-normalisation avec l'entité sioniste demeure en vigueur à tous les niveaux et plans politique, économique, culturel et autres».

M. K.

CELA S'EST PASSÉ À EL OUED, MÉDÉA ET TIZI-OUZOU ENTRE MARDI ET JEUDI

Neuf terroristes éliminés

(Suite de la page 1)

Selon une source sécuritaire, des éléments de l'ANP ont tendu une embuscade à des terroristes, dont le nombre n'a pas été établi avec exactitude, dans les bois entre Ouacifs et Iboudrarène, jeudi, peu après vingt heures. La même source a fait état de la mort d'un militaire et de l'élimination de deux des membres du groupe, sur lesquels deux Kalachnikovs ont été récupérées.

Cette sortie de l'armée en Kabylie ne s'est pas arrêtée là puisque, selon des sources locales, durant une bonne partie de la nuit, des coups de feu, parfois très nourris, étaient audibles à des kilomètres à la ronde, avant qu'au petit matin d'hier, des détonations, encore plus sourdes, se fassent entendre pour qu'ensuite les populations locales se rendent compte qu'une grande opération avait en fait, cours.

Des bois entre Ouacifs et Iboudrarène, l'opération s'est en effet étendue jusqu'aux limites entre les communes de Yatafen et Iboudrarène, dans la forêt séparant le village Darna et Tazaghart, un hameau du village Aït Daoud, avec l'entrée en action de l'artillerie lourde pour assister les militaires à la poursuite de terroristes, que des villageois avaient tout le loisir de voir fuir vers le territoire de la commune de Yatafen, assurait hier une source locale. Jusqu'en début d'après-midi d'hier, pas la moindre information officielle n'a été rendue publique sur la suite de l'opération entamée jeudi, en début de soirée.

M. Azedine